

Brochure n° 3034

Convention collective nationale

IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**

**(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motocycle**

Activités connexes

Contrôle technique automobile

Formation des conducteurs)

ACCORD DU 27 NOVEMBRE 2007

RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

NOR : *ASET0850264M*

IDCC : *1090*

Entre :

La CNPA ;

La FFC ;

La FNAA ;

La FNCRM ;

L'UNIDEC ;

Les professionnels du pneu ;

Le SNCTA,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

Le CSNVA ;

La FM CFE-CGC,

D'autre part,

Vu la convention nationale de coopération du 27 mai 2005 liant le ministère de l'éducation nationale et, sur mandat des partenaires sociaux, l'ANFA ;

Vu l'article 1.22 *b* de la convention collective nationale des services de l'automobile, définissant les missions de l'ANFA ;

Vu l'accord paritaire national du 27 juin 2000, relatif aux contrats d'objectifs professionnels régionaux, et son avenant n° 1 du 25 septembre 2007 ;

Vu l'accord paritaire national du 27 juin 2000 relatif à la formation professionnelle des jeunes ;

Vu la délibération paritaire n° 8-07 relative à l'enseignement supérieur dans les services de l'automobile ;

Vu les contrats d'objectifs conclus à ce jour entre les conseils régionaux, les services déconcentrés de l'Etat, les rectorats et l'ANFA ;

Considérant que le renouvellement régulier de la population professionnelle constitue un enjeu particulièrement important pour la branche ;

Considérant les évolutions démographiques, juridiques, socio-économiques et technologiques du secteur d'activité, telles qu'analysées, notamment, par l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications ;

Considérant que la qualité de la formation va de pair avec la satisfaction des objectifs quantitatifs ;

Considérant la volonté de la branche d'inscrire son action dans un esprit de partenariat avec les pouvoirs publics ;

Considérant enfin l'opportunité et la nécessité de définir, pour les prochaines années, dans ce contexte, les principes directeurs de l'action de la branche, ainsi que d'identifier un certain nombre de mesures de mise en œuvre,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de l'accord

Le présent accord a pour objet :

- de définir les principes et les modalités de l'action de la branche dans le domaine visé ;
- de préciser les objectifs de la mise en œuvre de l'apprentissage ;
- de délimiter et d'actualiser le périmètre du mandat donné à l'ANFA pour la mise en œuvre des décisions paritaires.

CHAPITRE I^{er}

Principes généraux

Section 1

Positionnement des divers dispositifs de formation des jeunes

Article 2

Les formations sous statut scolaire

Dans l'esprit et dans le cadre de la convention de coopération visée dans l'exposé des motifs, et selon la qualité du partenariat avec l'établissement,

l'ANFA apporte son appui aux démarches visant l'amélioration de la qualité de la formation des jeunes, et tout particulièrement dans les actions à destination des sections visant le public de niveau V.

Les partenaires sociaux rappellent que les ouvertures et les fermetures de sections sous statut scolaire, comme le précise la convention de coopération, ne doivent s'effectuer qu'en fonction des besoins socio-économiques régionaux identifiés par la branche professionnelle. Ils demandent donc aux pouvoirs publics que les délégations régionales de l'ANFA soient systématiquement consultées et que leur avis soit effectivement pris en compte.

Article 3

Les contrats de professionnalisation

a) Le contrat de professionnalisation prépare prioritairement, dans les domaines techniques et tertiaires, aux CQP de la branche professionnelle.

Il est rappelé que les objectifs des CQP sont les suivants :

- professionnaliser les jeunes dont la formation initiale ne permet pas une adaptation directe à l'emploi ;
- proposer une certification de branche sur un domaine déterminé, technique ou tertiaire en l'absence ou en complément de diplômes d'Etat ;
- accélérer l'insertion professionnelle, notamment des jeunes titulaires d'un diplôme d'Etat.

Afin de renforcer la qualité de la formation, et dans le droit-fil des précédentes décisions paritaires, l'ANFA développe la formation de tuteurs et l'exercice du tutorat en entreprise.

b) Le contrat de professionnalisation peut être également utilisé, exceptionnellement, pour soutenir une section homogène visant l'obtention d'un diplôme d'Etat. Cette disposition ne peut intervenir qu'après décision de l'ANFA, qui retient pour y souscrire :

- la cohérence avec la carte régionale des formations ;
- la pérennité des besoins des entreprises ;
- les équilibres financiers du projet.

Article 4

L'apprentissage

Il est rappelé que, pour les organisations signataires, l'apprentissage en CFA constitue le dispositif principal et prioritaire de l'accès aux diplômes d'Etat pour l'ensemble des domaines techniques professionnels de la branche des services de l'automobile.

L'ANFA privilégie donc systématiquement les ouvertures de sections d'apprentissage en CFA, et plus particulièrement au sein de son réseau.

Section 2

Mesures transversales aux trois dispositifs

Article 5

Valorisation des métiers des services de l'automobile

L'ANFA poursuit son effort de communication notamment vis-à-vis des relais d'information des familles et des jeunes, et des entreprises, afin de mettre en valeur les métiers des services de l'automobile, ainsi que les certifications et les filières de formation de la branche.

Pour développer l'aide à l'orientation, la présentation des métiers de l'automobile aux jeunes (DP3 et la DP6) occupe naturellement une place privilégiée.

Il convient également de développer l'information sur la relation qualifications-certifications, ainsi que sur le mode de préparation de ces dernières, dans une perspective de formation tout au long de la vie et de validation des acquis de l'expérience.

Article 6

Adaptation à de nouveaux publics

L'ANFA peut concourir à :

- l'accueil des jeunes provenant de l'enseignement général, ainsi que ceux formés dans d'autres secteurs ;
- l'intégration des jeunes provenant de dispositifs sociaux ou militaires, ou nouveaux.

Article 7

Mobilité européenne

Les organisations signataires constatent que le développement des activités économiques ou touristiques, ainsi que l'harmonisation des réglementations au sein de l'Union européenne vont entraîner une forte évolution des métiers des services de l'automobile, susceptible d'affecter considérablement la future vie professionnelle des jeunes en formation.

Afin de favoriser l'adaptation de ces derniers, l'ANFA contribue à la promotion :

- de l'apprentissage de langues étrangères ;
- des échanges d'élèves, d'apprentis et de stagiaires au sein de l'Union européenne ;
- des visites d'études d'enseignants dans des centres de formation étrangers.

Article 8

Ouvertures dans les lycées des métiers

Dans le cadre des lycées des métiers, les délégations régionales de l'ANFA se prononcent sur l'ouverture de sections en apprentissage, en contrat de qualification ou en formation continue, au regard de l'offre de formation déjà existante en CFA, du besoin exprimé par les professionnels et de la carte démographique des jeunes en formation. Elles interviennent notamment auprès des conseils régionaux concernés pour faire valoir leurs décisions.

Section 3
Dispositions communes aux filières

Article 9
Mission de l'ANFA

L'ANFA vise :

- pour le niveau V : la consolidation quantitative du niveau visé et le renforcement de l'accompagnement qualitatif ;
- pour le niveau IV : le développement quantitatif et le maintien de la qualité des baccalauréats professionnels, ainsi que la promotion et le développement des CQP. Conformément à l'esprit de la convention signée avec l'éducation nationale, l'ANFA est associée, au niveau national, aux travaux de mise en application qualitative du bac pro 3 ans, notamment en participant à la construction d'un cahier des charges de mise en œuvre. Par ailleurs, il est rappelé que les délégations régionales sont strictement associées à toute création de bac pro 3 ans au niveau académique ;
- pour le niveau III et plus : le développement des BTS soit pour une insertion directe, soit en tant qu'étape vers d'autres certifications de la branche.

Pour les filières suivantes :

- maintenance des véhicules particuliers ;
- maintenance des véhicules industriels ;
- motocycle ;
- cycle ;
- carrosserie et peinture,

l'ANFA décline les principes ci-dessus en fonction des spécificités de chaque filière visée. Cette mission est confiée aux sections paritaires particulières de l'ANFA concernées, qui précisent chaque année, le cas échéant, la position de la branche.

CHAPITRE II
Dispositions relatives à l'apprentissage

Section 1
Développement de la proximité

Article 10
Principe

L'ANFA s'efforce, dans chaque région, de promouvoir une filière de formation complète par l'apprentissage, dans les conditions ci-après :

- au niveau local (de préférence départemental), sur les niveaux V à IV, sous réserve de l'existence d'établissements ayant une réelle capacité à intervenir sur le niveau IV ;
- au niveau régional, pour le niveau III (au moins une offre).

Article 11

Modalités

L'ANFA apprécie toutefois les ouvertures au regard de la densité économique de la profession sur le territoire considéré, et au regard des besoins réels des entreprises ; l'observatoire visé au préambule étudie à cet effet les données régionales nécessaires.

Le cas échéant, de tels dispositifs régionaux de l'apprentissage peuvent être complétés par le dispositif du contrat de professionnalisation CQP.

Section 2

Développement de la qualité

Article 12

Principe

L'ANFA continue son engagement pour développer, à côté des aspects quantitatifs, la qualité de l'apprentissage.

Elle s'appuie chaque fois que possible sur le réseau des CFA pilotes de la branche, dont l'implication et le bon fonctionnement sont indispensables à la politique de formation du secteur.

Article 13

Modalités d'application

a) L'ANFA continue d'impulser et de développer les activités suivantes :

- la formation des enseignants (qualification et perfectionnement) ;
- la formation des maîtres d'apprentissage ;
- la formation et l'insertion de développeurs de l'apprentissage.

b) L'ANFA s'associe aux autres démarches suivantes :

- l'individualisation de la formation (publics hétérogènes, nouveaux outils...) ;
- la gestion de l'alternance centre-entreprise ;
- l'accès des formateurs à des périodes en entreprise ;
- l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans la formation.

Section 3

Financement du dispositif

Article 14

Principes

L'ANFA apporte son concours financier aux établissements qui s'inscrivent dans la ligne générale de formation professionnelle de la branche.

Ce concours ne peut naturellement se substituer aux autres ressources financières des établissements, et notamment à l'apport des conseils régionaux.

Les décisions d'affectation des fonds sont prises par le conseil de gestion de l'ANFA, sur proposition de la direction après que les délégations régionales de l'ANFA ont examiné attentivement les participations des autres instances responsables de l'apprentissage.

Article 15

Taxe d'apprentissage

Afin d'assurer la fluidité des fonds contribuant au financement de la formation initiale des jeunes, et dans le but d'alléger les obligations administratives des entreprises, l'ANFA apporte, dans le cadre de la collecte de la taxe d'apprentissage, un service de traitement informatisé de cette imposition.

Elle propose aux entreprises, outre le calcul du montant de leurs obligations légales, la fourniture des documents administratifs dûment remplis en fonction de leur situation.

Les organisations soussignées s'engagent à promouvoir le versement de cette contribution à l'ANFA, habilitée à cet effet par les pouvoirs publics.

Article 16

Taxe fiscale

L'ANFA peut apporter à tout établissement partenaire un concours au titre de la taxe fiscale visée à l'article 1609 *sexvicies* du code général des impôts.

Il est toutefois précisé que ces fonds ne sauraient être évoqués pour diminuer les versements des autres instances responsables de l'apprentissage ; il est également précisé que les fonds issus de la taxe fiscale sont prioritairement affectés à des opérations d'investissement ponctuelles.

Article 17

Transferts alternance/apprentissage (fonds de professionnalisation)

Les fonds issus de la professionnalisation peuvent être affectés au fonctionnement de centres de formation d'apprentis partenaires de l'ANFA.

Il est toutefois précisé que les fonds utilisables à cet effet ne sauraient faire l'objet d'une affectation qu'à condition que le financement des contrats de professionnalisation soit assuré, car ce dernier demeure prioritaire au sein du régime de la professionnalisation.

Article 18

Affectations

a) Objet :

En raison de la nature variable ou aléatoire des ressources mobilisables, les concours de l'ANFA aux CFA s'apprécient, sauf exception, annuellement, en accompagnement du projet de l'établissement, pour les sections intéressant le secteur d'activités.

L'apport de l'ANFA peut concerner le fonctionnement, l'investissement en matériel, et, exceptionnellement, l'investissement immobilier.

b) Bénéficiaires :

Les CFA s'impliquant dans la politique de formation de la branche, et tout particulièrement ceux membres du réseau des CFA pilotes, sont considérés comme prioritaires.

c) Critères d'affectation :

De façon générale, les affectations tiennent compte des éléments suivants :

- cohérence et dimension du projet de l'établissement ;
- qualité de la relation avec les entreprises ;
- résultats aux examens ;
- résultats de l'insertion professionnelle ;
- qualité du partenariat national et régional avec l'ANFA.

CHAPITRE III

Dispositions diverses

Article 19

Durée de l'accord

Le présent accord entrera en vigueur à compter de son dépôt légal, qui sera effectué conformément à l'article L. 132-10 du code du travail. Il s'appliquera jusqu'au 31 décembre 2012.

Article 20

Information de la CPN

La CPN, au titre des attributions que lui confère l'article 1.22 *a* de la convention collective, est tenue informée de l'application du présent accord par l'ANFA, notamment à travers son rapport annuel d'activité.

Fait à Suresnes, le 27 novembre 2007.

(Suivent les signatures.)